



Bureau Régional pour l'Education en Afrique  
BREDA - Dakar

## **BULLETIN EPT AFRIQUE - Avril 2003**

*Bienvenue sur le Bulletin électronique EPT Afrique*

### **REUNIONS**

#### **Atelier de travail et d'échanges sur l'utilisation de l'approche sectorielle pour améliorer les stratégies éducatives - Dakar, du 10 au 15 mars 2003**

Ce séminaire est organisé par le pôle d'analyse sectorielle Education de Dakar, placé par la Coopération française auprès de l'UNESCO/BREDA, avec l'appui de l'équipe Education de base du ministère des Affaires étrangères et la collaboration de la Banque Mondiale.

#### **Objectifs visés**

Les initiatives de la communauté internationale en matière de réduction de la pauvreté et d'éducation, se succèdent et se complètent : initiative PPTE, Education pour tous, Fast Track procédure accélérée...

Conformément à l'esprit de Monterrey, elles offrent de nouvelles opportunités aux pays éligibles de construire leurs politiques éducatives sur la perspective d'obtenir les financements nécessaires. Cependant, elles morcellent et compliquent parfois aussi la vision qu'ils portent sur leur système éducatif.

Il importe donc de s'assurer que chaque pays parvient à une compréhension unifiée de ce qui est attendu de lui en matière de stratégie éducative, et peut s'aider pour cela de l'expérience d'autres pays plus avancés que lui par exemple.

C'est pourquoi un séminaire de travail et d'échanges a été organisé à Dakar, dont l'objectif était de réfléchir à l'articulation qui doit exister entre les divers documents et aux modes de collaboration à mettre en place entre personnes, services et ministères impliqués afin d'assurer une cohérence maximale entre tous les écrits institutionnels. La première partie du séminaire a donc été dédiée à une réflexion de nature institutionnelle et organisationnelle sur les moyens d'assurer l'harmonisation des documents.

La deuxième partie du séminaire (3 jours), davantage technique, a pris la forme d'ateliers de travail sur l'approche sectorielle, qui, en aidant dresser un diagnostic précis du secteur,

s'inscrit dans la perspective Fast track de renforcement des capacités nationales à construire et mener des plans d'action éducatifs crédibles et soutenables.

Les représentants de six pays (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal), en charge des dossiers CSLP, plan décennal, plan EPT ou analyse sectorielle ont participé, ainsi qu'un observateur issu du Cameroun. L'atelier a été ouvert par monsieur Moustapha Sourang, ministre sénégalais de l'Education nationale, Madame Hima Hadiza, secrétaire générale de la Confemen et monsieur Armoogum Parsuramen, directeur du BREDa. Les travaux étaient animés par Alain Mingat (Banque mondiale), Paul Coustère (Coopération française), Jean-Claude Balmès (Agence française de développement), Dibé Galy (consultant tchadien), Mathieu Brossard, Marie Dorléans et Nicolas Reuge (Pôle de Dakar).

Une synthèse des travaux est disponible sur le site Internet du BREDa et sur [www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)

## ACTIONS PAR PAYS

### MOZAMBIQUE

#### **- Plans Budgétaires pour la Mise sur Pied de l'Education Pour Tous (EPT) au Mozambique**

Depuis 1998, le Mozambique développe, à travers une approche de grande envergure (AGE), un plan stratégique pour le secteur de l'éducation (PSSE). C'est un document de base servant à la mise en œuvre des politiques d'éducation du gouvernement et à la coordination entre les bailleurs de fonds. Au cours des Rencontres Annuelles d'Evaluation, le gouvernement et les bailleurs passent en revue les activités du PSSE de l'année précédente et apportent les changements nécessaires pour les activités du PSSE de l'année suivante.

Avec la mise en place du PSSE, le Mozambique a fait des progrès remarquables dans le domaine de l'éducation. L'ambition du gouvernement était de soutenir ces progrès qui s'inscrivaient dans le cadre de la planification de l'Education Pour Tous (EPT). Invité à participer au Plan d'Initiative Rapide (PIR), le pays, en collaboration avec la Banque Mondiale, a préparé un document PIR EPT, qu'il a soumis à la communauté des bailleurs. Le processus de planification du PIR EPT a permis d'apporter la lumière sur la réforme de quelques points nécessaires pour l'obtention de l'EPT, surtout de l'éducation primaire universelle. Le Mozambique voulait étendre le cadre de la politique d'éducation en vigueur ainsi que les mesures du PIR EPT afin de tenir compte d'autres objectifs de l'EPT. Le pays souhaitait ainsi mettre au point des plans budgétaires fiables et détaillés indispensables à la réalisation des objectifs à court et moyen termes de l'EPT. Pour réaliser ces objectifs, on a fait appel à l'assistance technique de l'UNESCO.

Répondant à cet appel, l'UNESCO, en collaboration avec deux agents du Ministère de l'Education Nationale, a organisé en octobre 2002 un atelier spécial d'une semaine en vue d'élaborer un modèle de plan des statistiques. Ce modèle de simulation, qui comprenait deux aspects (l'éducation formelle et l'éducation non formelle), a permis la mise sur pied, pour les moyen et long termes, de plans budgétaires détaillés du secteur de l'éducation, particulièrement en ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'EPT. En effet, il a contribué à améliorer certaines conditions budgétaires du projet PIR EPT au Mozambique.

Dans le cadre de la décentralisation du système de l'éducation et conformément à la mise en œuvre du plan stratégique du secteur de l'éducation, le modèle de projet doit davantage être amélioré afin de permettre la programmation des actions de développement à partir de la base. A présent, on a engagé des discussions et réflexions sur la manière d'élargir ce modèle aux projets régionaux afin d'intensifier la production d'informations nécessaires à la mise en application de l'Education Pour Tous dans le cadre du PSSE et d'accélérer le processus de décentralisation. Elargir le modèle de projet national aux projets régionaux contribuera, en effet, à une planification participative et au développement de la décentralisation de l'éducation

### **- Trouver des manuels adéquats pour les élèves et enseignants à travers des mécanismes de surveillance de qualité**

L'acquisition de livres est une pierre angulaire de la réalisation des objectifs de l'Education pour Tous. Dans le cadre des efforts que l'EPT fournit en vue d'améliorer la qualité (Objectif 6), surtout dans les établissements élémentaires (Objectif 2), tout en reconnaissant que les manuels scolaires ne suffisent pas pour satisfaire de manière durable les besoins d'une société alphabétisée, l'UNESCO-Maputo s'emploie à octroyer des services techniques afin de raffermir les cadres de coopération interministérielle et les mécanismes de création de partenariats entre les acteurs des secteurs publique et privé.

UNESCO-Maputo travaille de concert avec le Ministère de l'Education (MINED) et le Conseil pour l'Approbation des Manuels en vue d'établir un système d'évaluation et de contrôle des ouvrages scolaires et des manuels pour les enseignants que les éditeurs privés proposent, dans le cadre de l'introduction du nouveau programme, à toutes les écoles primaires (de la 6<sup>ème</sup> à la 1<sup>ère</sup>). Un système transparent et exhaustif d'évaluation a été mis en place. Il comprend un guide du système d'évaluation; une description détaillée des critères d'évaluation; l'installation ainsi que la formation des membres et directeurs de panel (45) provenant de dix disciplines; et enfin le suivi auprès du MINED avec les différentes étapes du processus et les relations avec les éditeurs privés.

Le Ministère de l'Education est entrain de poser d'importants jalons dans la mesure où le programme qui vient d'être créé est en passe de constituer une nouvelle génération de manuels pour toutes les écoles primaires. Le Mozambique est entrain de passer d'un système à livre unique (monopole) à un système à plusieurs livres dans lequel les éditeurs privés sont pris en compte. Ces changements impliquent un choix de livres. Par conséquent, afin de s'assurer qu'élèves et enseignants reçoivent les livres qu'il faut, ces changements impliquent également la nécessité d'évaluer soigneusement la qualité des livres que les éditeurs pré-sélectionnés proposent.

Les membres du panel ont accompli leur travail pendant les trois premières semaines de janvier 2003. En tout, 152 livres couvrant dix disciplines ont été évalués - 38 titres soumis par quatre éditeurs. Les résultats sont entrain d'être avertisés par le Conseil pour l'Approbation des Manuels au Ministère de l'Education, qui a en charge d'assurer que les livres qui ont été approuvés répondent aux exigences du programme et associent qualité des méthodes d'enseignement aux spécifications physiques quant à la durée de vie normale de chaque livre.

*Zulmira Rodriguez*  
*UNESCO Maputo*  
*z.rodriguez@unesco.org*

## **AFRIQUE DU SUD**

En phase avec les objectifs de Dakar d'atteindre l'Education Pour Tous (EPT) d'ici 2015, l'Afrique du Sud a tenu, le vendredi 22 Novembre 2002, une Rencontre Nationale Consultative afin de discuter de l'état du rapport de l'année 2002 et des projets mis en œuvre pour atteindre l'Education pour Tous en Afrique du Sud.

Avant la rencontre consultative sur l'EPT, un comité de pilotage a été mis sur pied afin d'identifier les problèmes auxquels l'important Département de l'Education est confronté et de déterminer les objectifs du programme d'Education pour Tous tout en éclairant les débats. Le comité de pilotage comprenait les chefs des secteurs de base cités dans les objectifs de l'EPT. Ces secteurs sont entre autres la Promotion de la Petite Enfance (PPE), l'Education Scolaire, l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (AFA) et l'Education et la Formation Continues (EFC). Par ailleurs, un groupe composé d'experts en éducation a été créé dans le but de faire des recommandations sur les avancées techniques des plans nationaux et sur le Statut du Rapport sur l'Education Pour Tous.

Parmi les invités à la Rencontre Consultative, on retrouve la Société Civile (particulièrement des membres de l'organisation Campagne Générale pour l'Education, CGE-SA), des entreprises, des institutions académiques, des instituts de recherche, des représentants de ministères et de départements nationaux, des organisations non - gouvernementales, des bailleurs de fonds, l'administration scolaire, ainsi que des syndicats d'enseignants et d'étudiants. Plus de cent cinquante personnes ont participé à la Rencontre.

### **La Rencontre Consultative Tenue en novembre 2002**

Les Débats ont été ouverts par le Ministre de l'Education, le professeur Kader Asmal. Il a évoqué les objectifs de Développement pour le Millénaire ainsi que la mise en application du plan d'éducation lancé en août - septembre 2002 lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable. Ce plan met l'accent sur la réalisation des objectifs de parité genre d'ici 2005 et d'égalité dans le système d'ici 2015 mais aussi sur la scolarisation universelle de tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Le Ministre a exhorté les participants à soumettre des propositions concrètes allant dans le sens de la réalisation pour tous les élèves, en particulier ceux qui sont issus de familles modestes, de tous les objectifs de l'EPT. Il a également fait allusion au fait que même si, par rapport à d'autres pays en développement, l'Afrique du Sud a fait des progrès remarquables en ce qui concerne les objectifs qu'elle s'est fixé pour atteindre l'Education Pour Tous, il y a encore des défis à relever quant à la participation de tous les élèves, particulièrement les filles, pour la Promotion de la Petite Enfance, dans les matières de base telles que les sciences et les mathématiques surtout dans les endroits les plus reculés du pays. Il a aussi attiré l'attention des participants sur la qualité des résultats de l'enseignement secondaire et supérieur. Il a reconnu le rôle de soutien et de contrôle que joue la société civile dans le système éducatif. Afin de garantir une EPT de qualité, le Ministre a également mis en exergue l'importance de développer un partenariat entre le système éducatif et ses principaux partenaires.

Le Ministre de l'Education a introduit le Rapport 2002 sur le Statut de l'Education Pour Tous en Afrique du Sud en introduisant les plans nationaux 2002-2005. Le rapport traite du travail qui a été accompli dans le sens de l'exécution des objectifs de l'EPT et indique les changements et tendances qui ont été décelés par région dans l'exécution du service de l'éducation. Il a affirmé qu'en Afrique du Sud l'EPT n'est pas un projet isolé et que la

promotion de l'éducation dans ce pays prend en considération les objectifs nationaux et internationaux de développement.

### **Principaux Points de Discussion**

Les principaux points de discussion lors de la Rencontre Nationale Consultative sur l'EPT sont les suivants :

**Promotion de la Petite Enfance (PPE) :** Entre autres points, les participants se sont penchés sur les défis de la défense, de la mise en application ainsi que de l'accessibilité de la PPE. Les participants ont noté que d'ici 2015 il faut une croissance annuelle de 9% des inscriptions pour arriver à une mise en application effective du programme de la PPE.

**Education et Formation Générales :** L'égalité entre les genres, la qualité, les pratiques discriminatoires, les coûts de l'éducation, les normes et règlements de financement, des infrastructures adéquates, tels sont quelques uns des points qui, selon les participants, nécessitent une amélioration.

**Alphabétisation et Formation des Adultes (AFD) :** A cause de la pauvreté, du manque de moyens et de l'inaccessibilité des centres, les participants ont tiré la sonnette d'alarme sur le taux d'échec des personnes inscrites aux programmes d'alphabétisation.

**Education et Formation Continues (EFC) :** La négligence des questions liées à l'EFC dans les zones rurales, les programmes ainsi que la parité entre les genres constituent les principaux points qui ont été soulevés par les participants en ce qui concerne l'EFC. La participation des femmes dans les sciences, les mathématiques et les matières techniques, a été ciblée comme étant le principal défi à relever.

### **- Résultats**

Les résultats de la rencontre consultative comportent les recommandations sur le rôle des partenaires de l'éducation pour le renforcement de la mise en application des politiques d'éducation, le respect des lois et règlements et l'évaluation et le contrôle du système. En outre, ont été passés au peigne fin les défis que les quatre groupes (PPE, EFG, AFD et EFC) ont soulignés ainsi que les solutions qui ont été envisagées en vue d'une amélioration à long terme de la qualité de l'éducation. Afin d'éliminer les différences liées à la qualité du service de l'éducation dans les régions et de faire des progrès dans l'accomplissement des objectifs de l'EPT, les participants se sont prononcés pour une institutionnalisation des activités de l'EPT au niveau régional.

*Aune Naanda  
UNESCO Windhoek  
a.naanda@unesco.org*

## **COMORES**

Etant donnée la situation politique du pays dominée par un conflit de compétences entre le gouvernement central de l'Union des Comores et les gouvernements des trois îles autonomes qui composent l'Union (Grande Comore, Anjouan et Mohéli), les activités de développement accusent beaucoup de retard. C'est le cas du processus de mise à jour du Plan directeur de l'Education et de la formation et d'élaboration du Plan national EPT.

Chacune des trois îles de l'Union a déjà organisé ses Etats généraux de l'Education. Il reste les Etats généraux au niveau national pour intégrer l'ensemble.

Cependant, grâce aux efforts inlassables du Comité technique chargé du Plan du directeur et de l'EPT, les activités se poursuivent au niveau technique. Le calendrier suivant est actuellement en cours:

- ?? 20 février - 1er mars: réunion du comité de rédaction du document des plans
- ?? 10-17 mars et 21-28 avril : missions du comité de rédaction à Madagascar pour l'intégration des données dans le modèle de simulation de la Banque Mondiale en vue de la finalisation du document

Ces opérations sont en grande partie financées par le Projet Education 3, sous financement de la Banque Mondiale.

*Amroine Adarkaoui*  
*UNICEF Comores*  
*adarkaoui@hotmail.com*

## EDUCATION DES FILLES

### **Semaine de l'Education pour Tous (6 - 13 avril 2003)** ***Tous pour l'éducation des filles !***

La troisième semaine de l'Education pour tous (EPT) s'est déroulée du 6 au 13 avril 2003. Comme chaque année, elle a été l'occasion de rappeler les objectifs fixés lors du Forum Mondial de Dakar en l'an 2000 et de mener une vaste action de sensibilisation de l'opinion aux objectifs de l'Education pour tous. Cette année, la semaine a été axée sur la *parité filles/garçons dans le primaire et le secondaire d'ici 2005*.

La participation à la semaine de l'EPT a été massive : l'UNESCO/BREDA, mais également la Campagne Mondiale pour l'Education, l'UNICEF, ENDA, PLAN, ANCEFA, OXFAM GB, la Coalition Nationale pour l'EPT, la FAWE Sénégal, le CONGAD, la FAFS, la Table de Concertation de l'Ecole de Base et le Ministère de l'Education du Sénégal ont mis au point un programme d'activité pour défendre la parité et faire de cette semaine un symbole du partenariat pour une même cause : l'éducation pour tous.

L'activité phare de la semaine, la " Plus Grande Leçon de l'Histoire ", s'est tenue le 9 avril. A l'initiative de la Campagne Mondiale pour l'Education, en partenariat avec le Mouvement Global en faveur des enfants, des leçons sur l'éducation des filles, basées sur un même modèle, ont été dispensées simultanément dans plus de 50 pays par toutes les personnes souhaitant participer. Le but de la démarche est de dépasser le record du monde de la plus grande participation à une leçon, qui s'élève à 28 801 élèves.

C'est un projet ambitieux qui a été conçu pour pouvoir être suivi par tous : la " classe " peut être un jardin, une cour d'école, un espace communautaire, un centre de formation ou une salle des fêtes, les " professeurs " pouvaient être jeunes ou âgés, enseignants professionnels ou non, et les " élèves " seraient constitués par tous ceux qui souhaitent apporter leur contribution à ce grand rassemblement pour la parité fille/garçon à l'école.

Pour participer à la Grande Leçon, il suffisait d'aller sur le site de la Campagne Mondiale pour l'Education : <http://www.campaignforeducation.org/> sur lequel, un formulaire de validation à soumettre était en ligne.

Un plan d'action pour la célébration de la semaine de l'éducation pour tous au Sénégal a été mis en place par le Comité d'organisation (C.O) composé des représentants des bureaux au Sénégal de l'UNICEF, UNESCO, ENDA, PLAN, ANCEFA, OXFAM GB, la Coalition Nationale pour l'EPT, la FAWE Sénégal, le CONGAD, la FAFS, la Table de Concertation de l'Ecole de Base et le Ministère de l'Education du Sénégal.

*Martina Simeti*  
*UNESCO/BREDA*  
*m.simeti@unesco.org*

## **Les filles maliennes scolarisées au compte-gouttes**

Bamako, Mali (PANA) - 07/03/2003 - La problématique de la scolarisation des filles est devenue ces dernières années une préoccupation majeure pour les autorités maliennes.

Conscient du faible accès des filles à l'éducation (34% seulement ont été scolarisées en 2001 au 1<sup>er</sup> cycle contre 51% de garçons), l'Etat malien a créé en 1992 une Cellule nationale de scolarisation des filles.

La structure, qui cible essentiellement le Premier cycle de l'enseignement fondamental, ambitionne d'augmenter le taux d'inscription des filles à l'école, de réduire de façon drastique leur taux d'abandon et de redoublement.

Les Cellules régionales ont aussi été créées afin de tenir compte des spécificités régionales et locales et pour une meilleure implication des partenaires de l'école dans cette promotion de la scolarisation des filles.

L'analyse des résultats atteints permet de constater une évolution positive des taux de scolarisation des filles. Sur un taux de 52,85% de filles scolarisées en 1992, le District de Bamako a connu un véritable boum en enregistrant 85,56% en 2002.

Selon un inspecteur de l'enseignement fondamental, ce bond quantitatif est simplement dû à l'application de certaines mesures consistant à accorder la priorité au recrutement des filles et à retenir le maximum d'entre elles à l'école, évitant ainsi leur renvoi.

Pour maintenir davantage les filles sur les bancs de l'école, les autorités maliennes ont aussi élaboré plusieurs projets portant notamment sur la couture, le tissage et la teinture dans nombre d'établissements scolaires.

L'Etat malien, à travers aussi la Cellule nationale de scolarisation des filles, a financé de nombreux petits projets relatifs notamment à l'installation de forages, de moulins et à la fabrication de foyers améliorés (pour la cuisine) dans beaucoup de localités défavorisées du pays.

Toutes choses qui, selon l'Etat, permettront d'amoindrir les charges familiales des mères qui n'ont de bras valides que leurs filles, commises constamment aux travaux domestiques ou au petit commerce (vente d'arachides, de fruits...)

Afin de drainer encore plus de filles vers l'école, l'Etat malien a aussi mis en place en 1998 un "Programme décennal de l'éducation" destiné à "donner un minimum éducatif de 9 ans à tous les enfants". Le but du programme est de porter en dix ans (en 2008) le taux de scolarisation global à 75%.

Pour assurer un franc succès au programme, l'Etat prévoit un recrutement annuel de 2.450 enseignants et la construction de 18.000 salles de classes.

## **Colloque international à Ouagadougou sur l'éducation des filles**

Ouagadougou, Burkina Faso (PANA) - 06/03/2003 - Une cinquantaine d'experts en genre, éducation et développement, représentants des pays africains, d'institutions, d'associations féminines et d'ONG ont entamé jeudi en fin d'après-midi à Ouagadougou, au Burkina Faso, un colloque international sur la problématique de l'éducation des filles en vue de proposer des solutions durables.

Organisé par le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) avec le concours financier de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ce colloque est placé sous le thème "Genre, éducation, développement et progrès des sociétés africaines". La rencontre qui durera trois jours se fixe pour objectif de favoriser la réflexion sur les liens à établir entre le triptyque Genre, Education, Développement et faire le bilan des progrès des sociétés africaines.

Elle a permis également aux participants d'échanger sur les expériences de leurs pays ou de leurs organisations en matière de contribution du Genre, de l'Education et du Développement. Ce colloque entend par ailleurs contribuer à une meilleure connaissance du CIEFA et à la visibilité de son programme. Les participants proposeront à l'issue des travaux des stratégies assorties d'activités concrètes en vue promouvoir le progrès des sociétés africaines par le Genre, l'Education et le Développement.

Le rapport sur l'éducation en Afrique de l'UNESCO/BREDA de 1999 indique que sur le continent, 182 millions d'analphabètes de 15 ans et plus dont 114 millions, soit 62%, sont des femmes. Il indique un taux d'analphabétisme de 29,3% pour les hommes contre 48% pour les femmes, soit un écart global de l'ordre de 19 points.

Selon la même source, 113 millions d'enfants dont 60% sont des filles n'ont pas accès à l'enseignement primaire, ce qui donne un écart important entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons.

## **L'EDUCATION EN AFRIQUE**

### **Un plan décennal pour l'Education en chantier au Bénin**

Cotonou, Bénin (PANA) - 02/03/2003 - Le Bénin envisage de se doter bientôt d'un plan décennal spécifique pour l'Education, a-t-on appris de sources officielles à Cotonou.

Ce plan spécifique à court moyen et long terme comportera les différents axes des trois ordres d'enseignement (primaire et secondaire, technique et professionnel, supérieur et recherche scientifique) afin qu'ils répondent à l'environnement actuel, aux besoins réels du pays et à l'équation formation-emploi.

Il permettra, indique-t-on, de revitaliser l'Education dont les actions reposent encore sur un document-cadre adopté en 1991.

La valorisation du capital humain étant un élément principal, il convient de réfléchir sur la cohérence de l'Education qui est à la croisée des chemins, ajoutent les mêmes sources.

La confection de ce plan décennal a été confiée à une équipe technique composée de spécialistes de l'Education, des cadres des trois départements chargés de l'Education, du ministère des Finances et de l'Economie et de celui chargé de la Coordination de l'action gouvernementale.

Cette équipe se chargera de faire le diagnostic du secteur, de déterminer les axes du système éducatif pour les dix prochaines années, de tracer les grandes lignes afin d'aboutir à un plan.

## **La société civile camerounaise au secours de l'école**

Yaoundé, Cameroun (PANA) - 27/02/2003 - Quarante cinq organisations de la société civile évoluant dans le secteur de l'éducation ont créé une coalition nationale dont l'objectif est d'accélérer le processus de l'Education pour tous au Cameroun.

Les représentants des organisations de la société civile qui ont pris part le 25 février 2003 à un forum sur le développement d'une synergie dans le secteur de l'éducation ont ainsi donné naissance à la Coalition des Organisations des sociétés civiles éducatives du Cameroun (COSEC).

La présidence de la nouvelle structure a été confiée à l'Association nationale de langues camerounaises (ANACLAC).

Maurice Tadadjeu, le président de l'ANACLAC, a indiqué à la PANA que le Cameroun est l'un des derniers pays à mettre sur pied ce type de structure. Retenu parmi les 17 pays africains bénéficiant du soutien du Commonwealth pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile, le pays tardait à présenter une structure capable d'assurer effectivement ce rôle.

Jusqu'ici les fonds alloués au Cameroun, soit 150 millions de F CFA, étaient gérés par le Nigeria. "Il nous reste 115 millions de F CFA pour tenir jusqu'en 2005, donc le programme d'action à élaborer va tenir compte de cette contrainte", a déclaré M. Tadadjeu.

Les points majeurs de l'Education pour tous sont la gratuité de l'éducation pour le primaire, l'équité genre -les filles restent sous scolarisées au Cameroun, l'accès à une éducation de qualité et l'alphabétisation des adultes.

Ces principaux points rappelés lors du Sommet mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar en 2000 étaient loin d'être effectifs au Cameroun.

Depuis, le pays a fait des progrès. Un programme sur l'Education pour tous a déjà été élaboré et validé, mais sa mise en application n'est pas encore effective.

L'ANACLAC qui préside la COSEC jusqu'à la tenue de la prochaine réunion prévue dans les prochains mois, souligne que le financement du Commonwealth ne peut servir à construire des écoles. Or, les effectifs pléthoriques sont l'une des épines de l'éducation de qualité au Cameroun.

Si les fonds sont bien gérés, la COSEC peut solliciter une augmentation de ce financement, a-t-il dit, ajoutant que la COSEC entend établir des partenariats avec d'autres bailleurs et élaborer un programme capable de s'intégrer dans les actions de l'UNESCO et du NEPAD.

Nous rappelons que l'ANACLAC est l'association qui a favorisé l'entrée des langues locales dans les établissements scolaires.

Aujourd'hui, 40 langues sont enseignées à près de 35.000 enfants chaque année.

## **L'UNESCO soutient le programme de l'éducation sur le SIDA au Kenya**

Nairobi, Kenya (PANA) - 04/02/2003 - L'UNESCO vient d'accorder au Kenya une subvention de 204,000 dollars américains pour soutenir le programme de l'éducation sur le VIH/SIDA du pays.

Le directeur du bureau de l'UNESCO à Nairobi, Professor Paul Vitta, et le Secrétaire général du ministère de l'Education, des Sciences et de la Technologie, Professor Karega Mutahi, ont signé à Nairobi, un accord relatif au subvention mardi.

Cet aide intervient à un moment où le nouveau gouvernement kenyan a introduit l'éducation primaire gratuite et obligatoire dans le pays.

En vue de réaliser ses engagements pour l'éducation de tous les enfants Kenyans d'ici à 2015, le gouvernement a promis de lutter contre la pandémie du VIH/SIDA parmi les enfants en âge d'aller à l'école ainsi que leurs professeurs, en instituant l'éducation préventive.

Les fonds seront utilisés pour la formation de plus de 600 enseignants dans 12 régions; ce qui leur permettrait d'enseigner et de discuter librement des problèmes relatifs au VIH/SIDA avec les enseignants en formation.

De plus, ils permettront l'intégration des thèmes relatifs au VIH/SIDA dans les programmes scolaires.

Depuis 1984, plus de 1,5 million de personnes sont morts du SIDA au Kenya, et 2.2 millions d'autres seraient séropositifs.

Le secteur de l'éducation est parmi les plus sérieusement touchés par cette maladie incurable.

Selon les estimations les plus récentes du ministère de l'Education, chaque jour 15 professeurs meurent du SIDA au Kenya. Ceci a également concouru à l'augmentation du taux d'absentéisme aussi bien des élèves que des enseignants.

Les enfants infectés à la naissance n'ont pas vécu assez longtemps pour être inscrits à l'école. Ceux qui ont survécu, sont obligés d'abandonner leurs études pour se débrouiller en vue de subvenir aux besoins de leurs frères et sœurs.

## **Le Niger n'aura plus que 7.000 enseignants titulaires en 2015**

Niamey, Niger (PANA) - 26/02/2003 - Le système éducatif nigérien n'aura à sa disposition d'ici à 2015 que 7.000 enseignants titulaires pour 77.000 volontaires de l'éducation, a averti à Niamey le secrétaire général du Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN) qui réunit quelque 15000 enseignants.

Kassoum Issa a exprimé cette inquiétude en vue d'attirer l'attention sur les conséquences sur le système éducatif nigérien de la loi portant régime de retraite anticipée des fonctionnaires.

Selon M. Issa, il n'est pas possible dans ces conditions que 7.000 enseignants titulaires puissent encadrer 77.000 volontaires.

Pour lui, il est inacceptable que le gouvernement continue à sacrifier la qualité au profit de la quantité pour satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds.

Depuis deux ans, "la volontarisation" du système éducatif nigérien n'a cessé d'être dénoncée par le SNEN qui semble lui opposer sa philosophie portant sur "la revalorisation de la fonction enseignante" dont il fait son cheval de bataille.

"Pendant que le Niger bénéficie de l'initiative de l'éducation pour tous (EPT), on ne peut comprendre que les enseignants soient soumis à des conditions de vie et de travail déplorables comme en témoigne le blocage depuis 2000, des avancements au choix liés à l'évolution de la carrière de ces derniers", a-t-il indiqué.

Le SNEN qui a engagé un mouvement de grève de 48 heures depuis mardi exige par conséquent du gouvernement nigérien l'abrogation pure et simple de la loi sur le régime de la retraite et le déblocage des indemnités liées à l'avancement au choix des enseignants...

La mise en oeuvre de cette loi qui concerne les fonctionnaires ayant atteint l'âge de 50 ans révolus ou 30 ans de services effectifs avait provoqué le départ de plus de 2000 agents de la fonction publique en 1999, dont plus de 800 enseignants parmi les plus expérimentés, rappelle-t-on.

Le Niger qui figure parmi les pays ayant le plus faible taux de scolarisation vient d'adopter son programme décennal de développement de l'éducation (PDDE) qui vise à porter le taux de scolarisation à 74% d'ici à 2012, alors qu'il n'est que de 34% aujourd'hui.

## **Plate-forme régionale de formation à distance des enseignants**

Cotonou, Bénin (PANA) - 15/02/2003 - Le Burkina Faso, la Guinée Conakry, le Togo, le Niger et le Bénin mettront en place dans les prochains jours une plate forme régionale de formation à distance des enseignants, a appris la PANA à Cotonou, de sources officielles.

La mise en forme de cette plate forme retenue à l'issue d'une rencontre de quatre jours des enseignants desdits pays sur les atouts des Nouvelles technologies (NTIC) permettra de résoudre les problèmes de manque d'enseignants et de gagner en qualité, par l'harmonisation des programmes de formation.

Le ministère béninois de l'Enseignement primaire et secondaire est chargé de prendre les contacts avec ses homologues des cinq autres pays, afin que, dans un sursaut commun et collectif, ils puissent contribuer à l'émergence d'une nouvelle forme de formation des formateurs.

Au cours de cette rencontre, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) et le Bureau régional d'Education en Afrique (BREDA), les enseignants et experts de l'éducation à distance ont aussi analysé les stratégies pouvant permettre de trouver une solution durable au problème de formation et les technologies existantes en matière de formation à distance, afin d'opter pour celle adaptée aux réalités des pays concernés.

## **40 millions USD de la Banque mondiale pour l'éducation au Kenya**

Nairobi, Kenya (PANA) - 11/02/2003 - La Banque mondiale a promis une subvention de 40 millions de dollars au programme kenyan d'éducation primaire gratuite.

George Saitoti, le ministre kenyan de l'Education, a révélé ce don, à l'issue d'une rencontre avec Calisto Madavo, le vice-président pour l'Afrique, de la Banque mondiale.

"Le ministère espère que cet argent serait débloqué d'ici au mois de juin de cette année. Les fonds serviront essentiellement à l'acquisition de matériels didactiques et à renforcer les capacités des écoles" a dit M. Saitoti, au terme de la réunion.

L'UNICEF a aussi promis la semaine dernière, deux millions de dollars au programme.

L'éducation primaire gratuite est l'un des chevaux de bataille du nouveau gouvernement kenyan qui est arrivé triomphalement au pouvoir à l'issue des élections générales du 27 décembre 2002.

Les élèves affluent actuellement en masse dans les écoles publiques pour s'inscrire depuis le démarrage du programme le mois dernier.

Pour M. Saitoti, son ministère devrait aussi étudier l'augmentation du nombre des lycées et embaucher plus d'enseignants.

Au Kenya, il y a quelque 170000 enseignants du primaire pour environ 5,9 millions d'élèves. Le nombre d'élèves devrait atteindre la barre des sept millions dans le cadre de l'éducation primaire gratuite.

## **Création de 15 pôles d'excellence dans les universités africaines**

Paris, France (PANA) - 09/02/2003 - Quelques quinze pôles d'excellence en matière d'enseignement et de recherche seront installés en 2003 dans des universités africaines, a annoncé jeudi à Paris Jean-Dominique Assié de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).

"Chaque pôle d'excellence sera un foyer de compétences de haut niveau scientifique qui portera sur un thème bien précis. Un pôle d'excellence peut porter sur l'environnement, un autre sur le droit. Il aura dans tous les cas vocation à fédérer des compétences et à travailler avec des équipes internationales", a déclaré M. Assié dans un entretien avec la PANA.

Un appel d'offres a été lancé le 10 janvier dernier afin de sélectionner les universités africaines qui accueilleront les pôles d'excellence dont l'activité devrait commencer au plus tard à la rentrée universitaire de septembre 2003.

La répartition des pôles d'excellence s'organisera de façon à les rendre utiles dans l'amélioration de l'enseignement et de la recherche dans l'ensemble des sous-régions où ils seront installés.

L'AUF a, rappelle-t-on, annoncé un plan d'actions en faveur des universités africaines qui prévoit, notamment, l'ouverture des campus numériques et un appui à la formation des enseignants-chercheurs.

## **L'UNESCO invite les Africains à finaliser leurs plans EPT en 2003**

Ouagadougou, Burkina Faso (PANA) - 08/03/2003 - Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a lancé à Ouagadougou un appel aux Etats africains pour qu'ils finalisent en cette année 2003 au plus tard leurs plans nationaux d'Education pour tous (EPT).

Intervenant à l'ouverture de la session de haut niveau, placée sous le thème: "UNESCO et NEPAD, de la vision à l'action" en tant que chef de file pour la mise en oeuvre du plan d'action de Dakar, M. Matsuura a encouragé les Etats membres de l'UNESCO à tout mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs de ce plan qui sont, entre autres, la scolarisation universelle, l'alphabétisation des adultes et l'égalité des genres.

Dans cette perspective, il a invité tous les Etats africains à procéder aux rééquilibrages budgétaires préconisés par MINEDAF VIII en faveur de l'éducation.

M. Matsuura a, par ailleurs lancé un appel à tous les partenaires de son institution pour faire qu'aucune mise en oeuvre de plan d'Education pour tous ne soit compromise par manque de ressources. Il a associé à cet appel les organisations non gouvernementales qui apportent dans ce domaine un partenariat inestimable.

Les données de l'UNESCO indiquent que sur 40 Etats subsahariens répertoriés, six ont de fortes chances d'atteindre ces objectifs, 14 d'entre eux en atteindront au moins deux et 20 risquent de n'en atteindre aucun.

Pour M. Matsuura, la première urgence à laquelle l'Afrique est confrontée est celle de la paix et de la sécurité humaine. "Il est urgent que la violence armée soit bannie au profit de la

culture de la paix, du dialogue, du bon voisinage et de la solidarité sans lesquels tout espoir de voir l'Afrique émerger sera vain", a-t-il conclu.

Le président ghanéen John Kufuor s'est réjoui que l'UNESCO aide l'Afrique à traduire la vision du NEPAD en réalité. Cependant, le numéro un ghanéen trouve qu'il faut que la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et l'intégration soient une réalité avant de prétendre à un quelconque développement.

Saluant l'UNESCO pour son engagement en faveur de la revitalisation des écoles normales, le président burkinabé Blaise Compaoré a souligné que l'enseignement supérieur doit être au cœur des préoccupations en matière de formation dans la mesure où le continent a un besoin pressant de formateurs, d'enseignants, d'ingénieurs, de médecins.

Cette cérémonie a été l'occasion d'installer officiellement le Comité consultatif UNESCO pour le NEPAD dirigé par le Dr Bimbola Ogunkelu, ministre nigérian de la Coopération et de l'Intégration africaine.

Ce comité comprend huit personnalités africaines choisies pour leur compétence, leur grande expérience et leur profonde connaissance des réalités africaines.

Il a pour mandat de procéder régulièrement à l'analyse prospective des perspectives d'évolution de la vie géopolitique et socioéconomique du continent et de faire des recommandations quant à la meilleure manière de s'y préparer.

Présidée par le directeur général de l'UNESCO, cette rencontre de haut niveau a vu la participation des chefs d'Etat du Burkina Blaise Compaoré et du Ghana John Kufuor, président en exercice de la CEDEAO, des représentants du G8, de l'Union africaine, du NEPAD.